

18 JUIL. 1970

M. SCHEEL FAIT UNE « TOURNÉE » D'EXPLICATIONS A L'OUEST

avant de se rendre à Moscou

Avant de se rendre à Moscou le 26 juillet pour un séjour qui se terminera, nul n'en doute plus, par la signature d'un accord de non-agression entre la République fédérale et l'Union Soviétique, M. Walter Scheel a entrepris une tournée d'explications à Londres et à Washington. Les dirigeants français ayant été largement informés à l'occasion de la récente visite de M. Pompidou à Bonn, les 3 et 4 juillet, il importait que les Britanniques et les Américains le fussent aussi.

Le ministre fédéral des Affaires étrangères a eu jeudi et vendredi, à Londres, deux longs entretiens avec Sir Alec Douglas-Home. Le secrétaire au Foreign Office a assuré son visiteur allemand que le gouvernement conservateur suivait avec « intérêt et compréhension » la politique d'ouverture à l'Est de la République fédérale, et qu'il continuera de l'appuyer.

De source britannique, on ajoute que les deux ministres sont convaincus de la nécessité de sauvegarder « les intérêts » aux des alliés » tant à Berlin qu'en ce qui concerne l'ensemble de l'Allemagne.

En évoquant les « droits des alliés », précise-t-on de même source, le gouvernement britannique pense non seulement aux droits des quatre grandes puissances mais aussi aux intérêts des alliés occidentaux « dans le contexte de l'Alliance Atlantique et de l'unification européenne ».

Quant aux droits alliés, précise-t-on encore, il s'agit de ceux obtenus autant par des accords que par la conquête après la deuxième guerre mondiale. Cette réitération a été jugée nécessaire, indique-t-on, en raison de la politique de l'URSS qui vise constamment à grignoter ces droits.

Se référant aux inquiétudes sus-

citées par l'ostpolitik du chancelier fédéral allemand — que ce soit en R.F.A. ou à l'étranger — les milieux officiels britanniques soulignent que le gouvernement de Londres fait confiance à M. Willy Brandt pour qu'il se montre « prudent » dans ses relations avec Moscou.

Ces diverses précisions montrent avec quelle circonspection on envisage à Londres les prochaines négociations soviéto-allemandes, qui pourraient, craint-on, porter atteinte au statut quadripartite de Berlin et aux droits des alliés concernant l'ensemble de l'Allemagne. Aussi M. Scheel, qui a quitté hier Londres pour Washington, ne manque-t-il aucune occasion de souligner que la R.F.A. ne fera rien sans l'assentiment préalable de ses alliés occidentaux, et que les droits de ceux-ci ne seront en rien touchés par le futur accord soviéto-ouest-allemand.